

# Jan Jambon

## «Nous sommes très clairs, pas de nouvelles taxes»

**INTERVIEW**  
MARTIN BUXANT

**A** lors qu'un délicat contrôle budgétaire s'entame cette semaine, le vice-Premier ministre N-VA Jan Jambon indique que son parti s'opposera à de nouveaux impôts pour combler le gouffre du budget. Jan Jambon revient aussi sur les attaques du Parti socialiste: «On a voulu me faire passer pour un demi-nazi, c'est si éloigné de la réalité».

**Le ministre de la Justice Koen Geens a déposé son «plan Justice» sur la table du gouvernement: qu'en pensez-vous?**

C'est un plan que nous attendions avec impatience, c'est un document qui sert de base de discussion et que nous allons maintenant comparer à l'accord de gouvernement et que nous jugerons selon ses mérites. Je pense qu'il y a de bonnes idées pour réformer la justice.

**Une des idées les plus controversées qui se trouve dans ce plan, c'est l'idée que certains délits – par exemple la criminalité financière ou en col blanc – ne seraient plus pénalement réprimés.**

Toutes les modalités d'application de ce plan devront être discutées et concrétisées via des projets de loi.

Mais notre ligne de base, c'est aujourd'hui, et cela l'a toujours été, il n'y a pas d'impunité, peu importe la nature des délits commis. Il doit y avoir une punition pour chaque délit,

car il n'y a rien de plus démotivant pour un policier que d'assister à l'impunité. Maintenant, il est clair qu'on doit pouvoir examiner les modalités des punitions.

**Mais on se dirige vers une forme d'impunité pour la criminalité financière...**

Mais non: ni pour la criminalité financière ou la fraude fiscale ni pour les petits délits il ne doit y avoir d'impunité. On ne veut pas ça. Mais les petits crimes peuvent avoir d'autres sanctions que la prison.

**Est-ce que le fait d'avoir ramené le niveau de la menace de 3 à 2 handicape le travail des services de sécurité?**

Non. Simplement parce que l'on travaille avec des gradations de la menace. Avant les attentats contre Charlie Hebdo et l'opération à Verviers, on avait un niveau deux de la menace, avec une liste plus restreinte de sites sensibles à surveiller. A présent, nous sommes au niveau trois mais avec une liste plus importante de sites sensibles qui sont surveillés. On ne passe pas de tout à rien.

**Le contrôle budgétaire débute cette semaine: il va falloir trouver 1,2 milliard d'euros rien que pour combler le déficit...**

Bon, c'est clair que cet exercice budgétaire s'annonce compliqué et que ce ne sera pas juste une petite promenade. Mais je ne vais pas commencer à mettre des ukases et des exigences sur la table, sinon on n'aboutira à rien. Mais il faut bien se rendre compte qu'il y a certains départements pour lesquels on est au bout de la corde. On ne peut plus écono-

nomiser dans ces départements-là.

**Lesquels?**

La défense et la police, entre autres.

J'ai visité les unités de police qui sont intervenues à Verviers. On a besoin de moyens pour ces gens-là, il faut pouvoir être efficace et professionnel.

**Alexander De Croo dit qu'il ne faut pas plus de policiers: il faut mieux utiliser ceux qu'on a...**

Il a raison. Il faut distinguer le nombre de policiers et l'équipement nécessaire. Sur le nombre de policiers, les réformes qu'on met en place avec la décentralisation devraient résoudre le problème. On a aussi un débat autour des missions essentielles que doit effectuer la police. La police doit encore bien trop souvent s'occuper de missions périphériques: si vous perdez votre portefeuille, et bien c'est la police qui doit le ramener en mobilisant deux policiers pour cela alors que cela pourrait être fait par un service de courrier. Ensuite, il y a le débat sur l'équipement et là, on doit très clairement investir.

**Quels équipements?**

Nous avons besoin de beaucoup d'équipements. Pour vous donner un exemple, les snipers de la police qui sont intervenus à Verviers sont obligés de travailler avec des fusils qui sont déclassés aux Pays-Bas depuis dix ans. Ça, ce sont nos troupes d'élite. On doit faire quelque chose, c'est indispensable. Le Premier ministre en est conscient.

**Vous demandez des moyens, mais en même temps, c'est toujours vous qui êtes les premiers à vouloir réaliser des économies ailleurs: c'est ce que vous reproche le président du CD&V, Wouter Beke...**

Mais ça, c'est de la politique politicienne. Je trouve que cela n'a pas sa place dans le débat budgétaire.

Steven Vandeput est ministre N-VA de la Défense, OK. Mais si demain Wouter Beke devenait ministre de la Défense, comme l'a été Pieter De Crem auparavant, je demanderais les mêmes moyens. On doit tenir ce conclave budgétaire hors des petits jeux politiques.

**Mais cela fonctionne comme ça pourtant...**

Oui, mais on doit sortir de cela. La période des économies appliquées de manière linéaire, cela ne peut plus fonctionner. Et ce que je dis vaut également pour un département comme la Justice. Il y a des départements où on ne peut plus économiser et d'autres où on peut le faire. Parce qu'on est toujours dans un Etat où la pression fiscale est incroyablement élevée.

**«A un certain moment, ils (des responsables du PS, NDLR) m'ont fait passer pour un fasciste. C'était si éloigné de la vérité que c'était difficile pour moi.»**

*hors durant cinq années. Pour nous c'est dur, mais on le fait et on le fera.»*

position, on doit économiser, nous ne voulons pas de nouveaux impôts.

**Mais votre ministre des Finances a évoqué la piste d'une hausse de la TVA...**

Cela, c'est dans le cadre du tax shift. Le tax shift, ça n'a rien à voir avec le contrôle budgétaire. C'est un autre agenda et ce sont deux exercices différents. Si on mélange les choses, on va arriver à un tax lift, c'est-à-dire qu'on va imposer de nouveaux impôts simplement pour combler le trou budgétaire. Pour la N-VA, c'est non.

**Le tax shift, c'est pour quand, alors?**

Après le contrôle budgétaire. C'est dans l'accord de gouvernement. Pour nous, cet accord est un contrat avec de bonnes et de moins bonnes choses mais on applique ce contrat. On a dû faire des compromis lors des négociations, comme laisser le communautaire dehors durant cinq années. Pour nous c'est dur, mais on le fait et on le fera.

**Ça vous ennuie que le communautaire soit au frigo pendant cinq ans?**

Je vous le dis, ça m'embête mais on a mis notre signature sur un contrat, donc on le respecte et on le défend partout. On reste loyal. Le tax shift est dans l'accord: on veut diminuer les coûts salariaux, c'est un pilier de l'accord de gouvernement.

**Bart De Wever a critiqué Kris Peeters et son action au gouvernement. Vous êtes d'accord avec votre président de parti?**

Je laisse Bart à ses analyses, je suis vice-Premier ministre dans ce gouvernement et je veux réaliser les objectifs qu'on s'est fixés.

Au kern, je travaille bien avec tout le monde. Maintenant, je regrette aussi les sorties intempêtes dans la presse mais le travail au gouvernement se poursuit, on prend des décisions. Avec les partenaires sociaux, avec Kris Peeters.

**Donc, il n'y a pas de problèmes entre le CD&V et la N-VA dans ce gouvernement?**

Mais les discussions sont difficiles car les problèmes sont délicats, c'est évident. On est ambitieux donc, parfois, c'est difficile, oui. Kris Peeters est ministre de l'Emploi, donc c'est évident qu'il est sans arrêt en contact avec les partenaires sociaux et que leur message vient de ce côté.

**Didier Reynders demande que cessent les querelles CD&V/N-VA...**

Je pense qu'il parle des querelles dans la presse. Autour de la table du gouvernement, on arrive toujours à des solutions.

**On pensait que le maillon faible de ce gouvernement serait le MR. Or l'instabilité vient du côté flamand de la coalition.**

C'est vrai. Le MR a pris un risque et il semble que ce risque soit payant. Nous, la N-VA, nous savions que notre entrée dans un gouvernement fédéral nous coûterait un peu. Mais on fait en sorte de pouvoir présenter des résultats à la fin du parcours, c'est le plus important. Cela ne m'inquiète donc pas.

**Que pensez-vous de la guerre à laquelle se livrent les deux patrons de la SNCB?**

*«On a dû faire des compromis lors des négociations gouvernementales, comme laisser le communautaire de-*

On a de l'ambition pour la SNCB, donc cela passe aussi par un conseil d'administration fort. Il faut faire évoluer les choses et c'est un dossier pour les semaines à venir. On doit prendre les choses en main.

**A 71 ans, le CEO Jo Cornu est-il l'homme qu'il faut à la SNCB?**

L'âge n'est pas un critère déterminant pour moi, ce qui compte ce sont les réalisations. Nous allons en discuter à l'intérieur du gouvernement.

**Le Parti socialiste vous épingle durement – notamment sur le communautaire. Sur la fête du chant flamand, par exemple, où des ministres N-VA étaient présents.**

Quand le PS nous critique sur notre politique, je comprends parfaitement. Le devoir de l'opposition, c'est de s'opposer.

Sur le saut d'index, ils ont fait une opposition toute la nuit, c'est normal. J'ai déjà été dans l'opposition, je sais cela. Maintenant, quand le PS prend des choses du passé des

gens, les retire du contexte, ce n'est pas très utile. A un certain moment, ils m'ont fait passer pour un fasciste. C'était si éloigné de la vérité que – je vous le dis – c'était difficile pour moi.

Honnêtement, c'était difficile. Parce qu'humainement, je suis éloigné de ce qu'ils ont essayé de faire croire.

Maintenant, s'ils veulent critiquer notre politique, je n'ai aucun problème avec ça.